



Archives et Droits de l'Homme

Septembre 2016

Commentaires:

Derrière la façade sinueuse du Centre Paul Klee à Berne, en Suisse, un groupe d'archivistes et d'activistes venus de plus d'une douzaine de pays ainsi que des représentants de l'UNESCO et du Conseil international des archives se sont réunis les 6 et 7 octobre pour discuter des refuges pour les archives à risque. Hébergé par *swisspeace*, le Département suisse des affaires étrangères et les Archives fédérales suisses, l'objectif de la réunion était de convoquer les institutions émettrices et destinataires "pour discuter ensemble des besoins, des défis, des bonnes pratiques et de la voie à suivre pour trouver des refuges sûrs pour les archives à risque". Après avoir discuté des questions à aborder, comment les aborder et comment concevoir un processus continu pour y travailler, le groupe est parvenu à une série de conclusions et a décidé d'aller de l'avant.

Un groupe de travail a été formé pour rédiger de nouveaux documents qui seront discutés lors d'une réunion de suivi en 2017. Parmi les projets de rédaction possibles pour le groupe de travail figurent une typologie des archives à risque, une liste de contrôle du processus de négociation d'un accord de refuge et un accord modèle possible, un ensemble de critères généraux permettant de déterminer la fiabilité d'une institution d'accueil, une liste d'institutions disposées à héberger des archives à risque et un examen des procédures qui pourraient être mises en place pour une intervention rapide dans des situations de crise.

Un rapport complet de la réunion sera disponible à partir de *swisspeace*.

Nouvelles du Groupe de travail sur les droits de l'homme. Un résumé des débats de la réunion du Groupe de travail lors du congrès de l'ICA à Séoul, en Corée du Sud, en septembre 2016, est joint en annexe A.

Nouvelles internationales.

Cour pénale internationale. Le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a publié un «Document de politique sur la sélection des cas et l'établissement de priorités» qui, pour la première fois, inclut les crimes économiques et environnementaux. Le paragraphe 40 indique que «la manière de commettre les crimes peut être évaluée » à la lumière de certains éléments spécifiques, y compris «les crimes commis par la destruction de l'environnement ou des objets protégés, ou causant leur destruction». Le paragraphe suivant, 41 en entier, déclare que : "L'impact des crimes peut être évalué à la lumière, entre

autres, de la vulnérabilité accrue des victimes, de la terreur qui a ensuite été inculquée ou des dommages sociaux, économiques et environnementaux infligés aux communautés touchées. Dans ce contexte, le Bureau accordera une attention particulière à la poursuite des crimes commis au titre du Statut de Rome par suite de la destruction de l'environnement, de l'exploitation illégale des ressources naturelles ou de la dépossession illégale de terres". Enfin, le paragraphe 46 stipule que la Cour «accordera également une attention particulière aux attaques contre les biens culturels, religieux, historiques et autres objets protégés ainsi que contre le personnel humanitaire et de maintien de la paix». L'organisation non gouvernementale Global Witness a qualifié l'inclusion des délits commerciaux et environnementaux de "changement marquant dans la justice pénale internationale" qui "pourrait remodeler la façon dont les affaires sont faites dans les pays en développement." https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_Eng.pdf; https://www.globalwitness.org/en-gb/press-releases/company-executives-could-now-be-tried-land-grabbing-and-environmental-destruction-historic-move-international-criminal-court-prosecutor/?utm_source=Newsletter+-+General&utm_campaign=26fb37810e-ICC_news_supporter_email_Sept169_12_2016&utm_medium=email&utm_term=0_dd67b6c0e4-26fb37810e-129741225

Les juges de la CPI ont renvoyé les autorités du Kenya vers les membres de la CPI (l'Assemblée des États parties) pour ne pas avoir coopéré avec la CPI lors du procès contre le président kényan Uhuru Kenyatta, a rapporté *International Justice Monitor*. Le Kenya n'a pas répondu à la demande du Procureur concernant huit catégories de documents et les juges de la chambre qui ont traité l'affaire ont observé que "bien que l'affaire contre Kenyatta ait été clôturée, les dossiers que l'accusation avait demandés sont toujours pertinents pour toute enquête future concernant le Kenya." http://www.ijmonitor.org/2016/09/kenya-to-be-referred-to-asp-for-non-cooperation/?utm_source=International+Justice+Monitor&utm_campaign=d1a264eff4-kenya-monitor-rss&utm_medium=email&utm_term=0_f42ffeffb9-d1a264eff4-49700673

Bosco Ntaganda est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en 2002-2003 en République démocratique du Congo. À son procès, un professeur de médecine légale a témoigné sur les «effets physiques de traumatisme concernant quatre témoins à charge», a rapporté *International Justice Monitor*, «en examinant les cicatrices des blessures subies, en écoutant les explications des victimes et en étudiant d'anciens documents reliés aux blessures". <http://www.ijmonitor.org/2016/09/forensic-expert-testifies-about-physical-injuries-on-upc-victims/>

Les Nations Unies. Lors du cinquantième anniversaire de la mort du secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, dans un accident d'avion dans ce qui est aujourd'hui la Zambie, le chef d'une enquête sur cette mort a exhorté les États-Unis et d'autres pays à divulguer et à déclassifier les documents qui pourraient résoudre le mystère de la mort du secrétaire général de l'organisation." http://www.nytimes.com/2016/09/07/opinion/release-the-records-on-dag-hammarskjolds-death.html?_r=0

Monde/Nouvelles générales.

Archives commerciales. Après trois années de recherches, l'organisation non gouvernementale Public Eye (anciennement dénommée Déclaration de Berne) a constaté que "les entreprises suisses de négoce de matières premières profitent des normes de carburant faibles en Afrique pour produire, livrer et vendre du diesel et de l'essence, qui endommagent la santé de la population". Les notes massives rencontrées dans le rapport fortement documenté énumèrent des sources allant des dossiers judiciaires aux Pays-Bas, en Côte d'Ivoire et au Royaume-Uni, aux statistiques des instituts et des gouvernements, aux sites Web des compagnies de commerce et au site Web du président du Ghana. https://www.publiceye.ch/fileadmin/files/documents/Rohstoffe/DirtyDiesel/PublicEye2016_DirtyDiesel_A-Public-Eye-Investigation.pdf

Drummond Company Inc. est, selon son site Web, le «leader mondial de la production de charbon». Les héritiers de 34 Colombiens qui auraient été assassinés par le groupe paramilitaire Autodefensas Unidas de Colombia (AUC) ont poursuivi Drummond, soutenant que Drummond "a aidé et encouragé La AUC en lui fournissant un appui financier important, une aide logistique, des fournitures et un refuge sûr pour

que les AUC battent la guérilla des FARC opérant autour de la mine de charbon de Drummond et de la ligne de chemin de fer dans la province de César, en Colombie". Un tribunal inférieur des États-Unis a rejeté la demande, mais la Cour d'appel a partiellement renversé le jugement, en disant que "le tribunal de première instance ne pouvait pas rejeter sommairement ces réclamations" et avait besoin d'entendre l'affaire. De plus, le tribunal a déclaré que les anciens dirigeants actuels et anciens de la société pourraient être poursuivis en tant que personnes en vertu de la loi sur les victimes de tortures. Les archives des entreprises seront cruciales dans ce cas.

<http://www.iradvocates.org/case-update/drummond/11th-circuit-court-appeals-issues-favorable-opinion-our-case-against-drummond>

Colombia Reports a annoncé qu'après la signature d'un accord de paix entre les guérillas des FARC et le gouvernement de la Colombie, un tribunal de transition entendrait des poursuites contre plus de 50 sociétés présumées avoir financé l'AUC, y compris des multinationales comme Coca Cola. "Plusieurs tribunaux auraient transmis des preuves de l'implication des entreprises dans le financement de l'AUC, qui a tué de nombreuses dizaines de défenseurs des droits du travail pendant son existence entre 1997 et 2006". Compte tenu du vote du 2 octobre contre l'accord de paix, cette perspective n'est plus certaine.

<http://colombiareports.com/coca-cola-facing-terrorism-support-charges-colombia/>

Environnement. Utilisant des «données satellitaires avec des modèles d'impacts sur la santé provenant de l'exposition à la fumée et de lectures provenant de stations de surveillance de la pollution », les chercheurs des universités de Harvard et de Columbia aux États-Unis ont estimé qu'une "épidémie de smog en Asie du Sud-Est l'année dernière aurait causé plus de 100 000 décès prématurés" en Indonésie, Malaisie et Singapour. L'estimation "est beaucoup plus élevée que le nombre de morts officielles annoncé par les autorités de seulement 19 décès en Indonésie", a déclaré *l'Agence France-Presse*. «La brume est un problème annuel causé par les incendies en forêt et sur les tourbières riches en carbone en Indonésie pour défricher rapidement et à bon marché les terres destinées à l'huile de palme et aux plantations de bois à pâte». <https://www.theguardian.com/world/2016/sep/19/haze-indonesia-forest-fires-killed-100000-people-harvard-study>

Analyse médico-légale. «La science judiciaire dans les tribunaux de juridiction criminelle: assurer la validité scientifique des méthodes de comparaison des faits», un rapport publié par le Conseil des conseillers des États-Unis sur les sciences et la technologie, a déclaré que la preuve fondée sur un certain nombre de méthodes traditionnelles « de comparaison » comme l'analyse des marques de morsure, l'identification des armes à feu, l'analyse des chaussures et les comparaisons des cheveux ne sont pas suffisamment validées scientifiquement. L'étude a été commandée à la suite d'un examen de 2012 par le Département américain de la Justice et le Bureau fédéral des enquêtes (FBI) "de témoignage dans plus de 3000 affaires criminelles impliquant l'analyse microscopique des cheveux. Leurs résultats initiaux, publiés en 2015, ont montré que les examinateurs du FBI avaient fourni des témoignages scientifiquement invalides dans plus de 95 pour cent des cas où ce témoignage a été utilisé pour inculper un accusé au procès". Les preuves ADN, par contre, sont qualifiées de «méthodologie fiable» https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/microsites/ostp/PCAST/pcast_forensic_science_report_final.pdf

Faim. Un consortium de 340 organisations (Global Open Data for Agriculture and Nutrition) estime qu'en fournissant l'accès aux données existantes "recueillies à partir des satellites, des champs et des villages" les gens développeront des utilisations innovatrices des données qui aideront à mettre fin à la faim dans le monde. «Dans certains pays, les données sur le niveau des eaux souterraines ou la fertilité des terres sont considérées comme une question de sécurité nationale à garder secrètes», a déclaré un représentant du Code for Africa à la *Thomson Reuters Foundation*, mais «le principal obstacle à l'ouverture des données agricoles» n'est pas une question de technologie, mais plutôt dû à des problèmes plus fondamentaux tels que le manque de personnel qualifié". <http://news.trust.org/item/20160913103732-ilmj5/>

La Seconde Guerre mondiale. En utilisant la loi américaine sur la liberté d'information, *l'Associated Press* a obtenu des archives du Corps de renseignement de l'armée américaine, qui a enquêté sur un

incident en 1946 où un groupe de survivants de l'Holocauste juif a cherché à se venger des anciens SS nazis dans un camp américain de prisonniers de guerre, en essayant de les empoisonner avec 3000 pains enrobés d'arsenic. En 1999, un documentaire télévisé a révélé l'opération, mais les procureurs allemands ont décidé de ne pas porter plainte contre les auteurs encore en vie, en invoquant les "circonstances extraordinaires" derrière l'action. <http://www.foxnews.com/world/2016/08/31/jewish-avengers-unapologetic-for-targeting-nazis>

Le *Washington Post* a publié un article sur Ben Ferencz, qui a réussi à poursuivre 22 membres des Einsatzgruppen (les «escadrons errants d'extermination responsables de plus d'un million de morts pendant la Seconde Guerre mondiale») lors des procès de Nuremberg. L'affaire dépendait des archives allemandes capturées, et Ferencz n'a présenté qu'un seul témoin «qui a pu certifier les documents nazis qui ont enregistré le massacre». http://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/the-last-surviving-nuremberg-prosecutor-has-one-ultimate-dream/2016/08/31/3b1607e6-6b95-11e6-ba32-5a4bf5aad4fa_story.html

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Australie / États-Unis. Ford Motor Company prévoit d'expédier les dossiers de sa succursale d'Australie aux archives du quartier général de Ford à Dearborn, dans le Michigan. Toutefois, a rapporté *Wheels Magazine*, «des anciens cadres de Ford Australie ont exigé que le gouvernement fédéral intervienne pour empêcher l'exportation», citant la Loi australienne sur la protection du patrimoine culturel mobilier. Le magazine et les employés affirment que le «matériel est d'une valeur historique immense et devrait rester en Australie», tandis que l'archiviste et membre de HRWG, Sigrid McCausland, déclare que les dossiers ont également une composante importante pour les droits de l'homme: «Il y a eu d'importantes disputes sur le site de Campbellfield [Australie] (également connu sous le nom Broadmeadows) dans les années 1970 et 1980 sur les salaires et les conditions. Ces différends ont été importants pour l'implication des travailleurs migrants, dont beaucoup ne parlaient pas anglais». <https://www.wheelsmag.com.au/news/1609/ford-faithfuls-fight-to-keep-australian-archives>

Chili / États-Unis. À l'occasion du 40e anniversaire de l'assassinat d'Orlando Letelier, l'un des principaux opposants au régime d'Augusto Pinochet qui gouvernait alors le Chili, et son collègue Ronni Moffitt dans une voiture piégée à Washington, les États-Unis ont publié des documents du FBI sur cette affaire. Ils montrent que "Pinochet a ordonné" le meurtre, a rapporté le *Washington Post*. Les Archives nationales de la Sécurité, qui avaient depuis longtemps poussé à la déclassification des archives, écrivaient: «Pinochet ne sera jamais jugé pour cette atrocité et les milliers d'autres qu'il a commises. Mais cette déclassification particulière sur l'affaire Letelier-Moffitt démontre de façon spectaculaire l'importance des documents gouvernementaux américains – pour le long terme - et le verdict public final peut être rendu». <https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/09/23/cia-found-convincing-evidence-chilean-dictator-was-behind-1976-washington-d-c-attack/>; <http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB560-CIA-report-concludes-Pinochet-behind-Letelier-Moffitt-bombing-in-1976-and-calls-it-act-of-state-terrorism/>

Colombie / États-Unis. Le *New York Times* a utilisé «des entrevues, des mémoires juridiques récemment publiés, des transcriptions d'audiences, des documents internes du gouvernement et des informations obtenues de la Colombie et des États-Unis» pour examiner les cas de 40 paramilitaires colombiens qui ont été extradés aux États-Unis en 2008 après avoir été accusés de trafic de drogue. Il a constaté que «la plupart» des extradés «ont été récompensés pour avoir plaidé coupable et coopéré avec des fonctionnaires américains», ont servi moins de temps en prison que les narcotrafiquants aux États-Unis et «bien que recherchés par les autorités colombiennes, deux d'entre eux ont reçu la permission de séjourner aux États-Unis, et leurs familles les ont rejoints. Trois autres cherchent le même refuge et d'autres encore devraient les suivre». Les avocats et militants des droits de l'homme sont consternés par cette clémence. <http://gulfnews.com/news/americas/us-extradition-benefits-warlords-from-colombia-1.1894967>

France / Libye / OTAN / Royaume-Uni. Le Comité des Affaires étrangères de la Chambre des Communes du Royaume-Uni a publié un rapport sur l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011. Il a résumé: «En mars 2011, le Royaume-Uni et la France, avec le soutien des États-Unis, ont soutenu une intervention en Libye pour protéger les civils des attaques des forces loyales à Muammar Kadhafi. Cette politique n'a pas été éclairée par des renseignements précis. En particulier, le gouvernement n'a pas identifié que la menace pour les civils était surestimée et que les rebelles comportaient un important élément islamiste. En été 2011, l'intervention limitée pour protéger les civils avait dérivé dans une politique opportuniste de changement de régime. Cette politique n'a pas été étayée par une stratégie pour soutenir et façonner la Libye post-Kadhafi. Il en a résulté un effondrement politique et économique, des conflits inter-miliciens et intertribaux, des crises humanitaires et migratoires, des violations généralisées des droits de l'homme, la propagation des armes du régime de Kadhafi dans la région et la croissance de l'ISIL en Afrique du Nord». Les annexes donnent les entrevues menées par l'enquête ainsi que des copies des documents reçus du Foreign and Commonwealth Office, des organisations non gouvernementales et des citoyens privés.

<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmfaff/119/119.pdf> ; <http://www.salon.com/2016/09/16/u-k-parliament-report-details-how-natos-2011-war-in-libya-was-based-on-lies/>

Etat islamique / IS / ISIL / ISIS. Les enquêteurs de la Commission non gouvernementale pour la Justice et la Responsabilité Internationale ont déclaré à l'*Associated Press* qu'ils avaient recueilli suffisamment de preuves "de l'opération élaborée par le groupe d'Etat islamique pour kidnapper des milliers de femmes en esclavage sexuel". La Commission "a étudié les disques durs, filtré des documents, des enregistrements téléphoniques et des entrevues avec des combattants de l'Etat islamique capturés - en plus de surveiller la propagande volumineuse du groupe d'Etat islamique". La Commission a déclaré avoir « un dossier impliquant l'entier du commandement IS dans un complot visant à kidnapper les femmes et les filles Yazidi et à établir un marché sexuel-esclave. Le plan a été exécuté par une bureaucratie organisée à chaque étape le long du chemin » et les tribunaux de la charia IS ont également été impliqués. Un enquêteur a déclaré à l'*AP* que la Commission voulait s'assurer qu'il y avait «documentation juridique» de l'identité des membres de l'IS «de haut en bas» pour qu'ils ne «glissent pas dans les flux de réfugiés» et disparaissent.

<http://www.newdelhitimes.com/war-crimes-tribunal-sought-against-islamic-state-detainees123/>

Le Club de Madrid, avec le soutien de la Commission européenne, a lancé un projet «Prévenir l'extrémisme violent». Il estime que le «récit» de l'Etat islamique doit être analysé «d'un point de vue scientifique pour comprendre les enjeux politiques, sociaux et militaires de la stratégie du groupe». Le Club a rapporté qu'entre janvier 2013 et la mi-septembre 2016 «EI a enregistré, édité et publié à l'attention de l'opinion publique 1'308 vidéos de propagande, une moyenne de plus d'une vidéo de propagande par jour». Des entretiens avec des jeunes expliquant leurs décisions de rejoindre l'EI font l'objet de 33% des vidéos; 27% sont des «actes de guerre»; 24% parlent de l'EI "exerçant des actions gouvernementales, résolvant des problèmes publics locaux et s'engageant socialement avec la population locale" en Irak et en Syrie; et 15% projettent «des images de violence explicite».

<http://us3.campaign-archive2.com/?u=bdd1a6a40ffad39c8719632f&id=a996979666&e=f1f6556540>

Israël / Palestine. L'Institut Truman de l'Université hébraïque de Jérusalem a demandé un dossier intitulé "Moyen-Orient" faisant partie des archives de Vasili Mitrokhin aux Archives Churchill de l'Université de Cambridge, a déclaré un chercheur de l'Institut à *Reuters*. Le dossier fait partie des "documents sortis de Russie par l'ancien archiviste du KGB, Vasili Mitrokhin, en 1991" ; il y aurait à l'intérieur un document qui semble montrer que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne (AP), aurait été un agent du KGB en 1983. Un responsable de l'AP a nié l'implication, disant qu'au lieu d'être un espion, Abbas était la liaison palestinienne officielle avec les Soviétiques. Pour la description

archivistique des documents Mitrokhine, voir <https://janus.lib.cam.ac.uk/db/node.xsp?id=EAD%2FGBR%2F0014%2FMITN>. <http://www.reuters.com/article/us-israel-palestinians-abbas-idUSKCN11E1U0>; <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/09/israel-accuse-abbas-kgb-agent-smear->

campaign.html?utm_source=Boomtrain&utm_medium=manual&utm_campaign=20160916&bt_email=archivesthp@aol.com&bt_ts=1474042872869

Après que la Cour suprême d'Israël eut ordonné l'évacuation de la colonie de Cisjordanie d'Amona, l'administration civile de l'armée israélienne en Cisjordanie « a publié une carte indiquant 35 lots adjacents à Amona et a annoncé qu'elle essayait de déterminer s'ils pouvaient être déclarés abandonnés et qu'Amona pourrait y être déplacé », a rapporté *Al-Monitor*. Yesh Din, une organisation non gouvernementale, a ensuite remis à l'Administration civile 29 pétitions de propriétaires légitimes s'opposant à la désignation, y compris "des photos aériennes de la région qui montrent que la plupart des terres ont été cultivées jusqu'en 1997" lorsque les résidents ont été "chassés par les colons ou l'armée". Un propriétaire a déclaré: « Nous avons un enregistrement de propriété qui remonte à l'époque des Ottomans, au nom de mon père et de ma mère ».

http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/09/israel-palestinian-struggle-against-new-amona-settlement.html?utm_source=Boomtrain&utm_medium=manual&utm_campaign=20160926&bt_email=archivesthp@aol.com&bt_ts=1474906442594

L'Institut Akevot pour la recherche sur les conflits israélo-palestiniens a annoncé qu'il avait numérisé « dans les archives gouvernementales et privées, des documents fondamentaux qui exposent les considérations qui ont poussé l'élaboration des politiques, les processus décisionnels et les pratiques sur le terrain palestinien à ce jour ». Le premier ensemble de documents numérisés a été publié en septembre, et Akevot a promis de publier plus de dossiers au cours des 12 prochains mois.

<http://akevot.org.il/en/article/the1styear/?full>

Corée, Nord et Sud. L'Assemblée législative de la Corée du Sud a adopté la loi sur les droits humains en Corée du Nord de 2016 en mars dernier, et elle est entrée en vigueur le 4 septembre. L'article 13 a établi un Centre d'investigation et de documentation sur les droits de l'homme en Corée du Nord dans le cadre du Ministère de l'Unification, qui doit « collecter, rechercher, préserver, publier et s'occuper de divers matériaux et informations » sur les droits de l'homme en Corée du Nord. Ces informations doivent être transmises au Ministère de la Justice tous les trois mois, qui à son tour doit « créer un organe chargé de préserver et de gérer les archives relatives aux documents sur les droits de l'homme en Corée du Nord ».

[http://www.upi.com/Top_News/World-News/2016/09/01/Pyongyang-condemns-Seouls-North-Korea-human-rights-act/1691472747367/;](http://www.upi.com/Top_News/World-News/2016/09/01/Pyongyang-condemns-Seouls-North-Korea-human-rights-act/1691472747367/)
<https://www.law.go.kr/eng/engLsSc.do?menuId=2&query=NORTH%20KOREAN%20HUMAN%20RIGHTS%20ACT#liBgcolor0>

Malaisie / Pays-Bas / Russie / Ukraine. L'équipe mixte d'enquête est un groupe de procureurs internationaux dirigé par les Pays-Bas, rassemblant des preuves sur l'abattage de l'avion malaisien MH17 qui a tué les 298 personnes à bord. Elle a publié un rapport disant qu'elle est « convaincue d'avoir obtenu des preuves irréfutables pour établir que le 17 juillet 2014, le vol MH-17 a été abattu par un missile BUK de la série 9M38 ». Pour tirer cette conclusion, l'équipe a utilisé « les examens médico-légaux, des déclarations de témoins, des informations télécoms, des images satellites, des données radar, ainsi que des photographies et des vidéos qui ont été affichées sur les médias sociaux et une vidéo qui n'a jamais été présentée et qui a été obtenue d'un témoin ». <http://us3.campaign-archive2.com/?u=bdd1a6a40ffad39c8719632f&id=a996979666&e=f1f6556540>; <https://www.om.nl/onderwerpen/mh17-crash/@96068/jit-flight-mh17-shot/>

Afrique de l'Ouest. Selon le *New York Times*, en Afrique de l'Ouest, "les citoyens qui se sentent marginalisés utilisent des vidéos [de cellulaires] pour demander justice lorsque les agents de la loi abusent de leur autorité". Un chercheur d'Amnesty International en Afrique de l'Ouest a déclaré: « Ces vidéos ont conduit, à défaut de poursuites, au moins à une plus grande sensibilisation et à la discussion des violations, et c'est vraiment important ». http://www.nytimes.com/2016/09/17/world/africa/police-abuse-videos-west-africa.html?_r=0

Nouvelles nationales.

Australie. La Commission royale sur la réponse institutionnelle à la violence sexuelle envers les enfants a publié un document de consultation intitulé « Pratiques relatives aux dossiers et aux registres » qui

«propose des principes de haut niveau pour guider les institutions dans la pratique de la tenue de dossiers et la création de dossiers précis sur l'abus sexuel des enfants». Quelques jours plus tard, l'ancien évêque catholique de Parramatta a déclaré à la Commission «qu'il a détruit les documents relatifs à une éventuelle action en justice contre un pédophile», a rapporté le *Sydney Morning News*.

<http://www.childabuseroyalcommission.gov.au/getattachment/f7289d7c-52e7-4143-a6ed-1aa149263eaf/Consultation-Paper>;
<http://www.childabuseroyalcommission.gov.au/policy-and-research/our-policy-work/making-institutions-child-safe/records.aspx>;
<http://www.smh.com.au/nsw/bishop-bede-heather-destroyed-documents-royal-commission-20160914-grgnxc.html>

Bangladesh. *Human Rights Watch* (HRW) a publié un rapport sur les allégations de «kneecapping (briser les rotules)» et autres mutilations des détenus par les forces de sécurité du Bangladesh. Il a exhorté le gouvernement à inviter le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les rapporteurs spéciaux affiliés à enquêter sur les accusations portées contre lui. HRW a fondé le rapport sur «plus de 50 entrevues» menées avec l'aide d'un groupe de défense des droits de l'homme au Bangladesh et de «cas documentés» rassemblés par des organisations privées et des particuliers.

<https://www.hrw.org/news/2016/09/29/bangladesh-stop-kneecapping-detainees>

Burundi. L'enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (UNIIB) a rapporté avoir "vérifié 564 exécutions depuis avril 2015 lorsque le président Pierre Nkurunziza a déclenché des manifestations en disant qu'il chercherait un troisième mandat", a rapporté *Reuters*. UNIIB a déclaré qu'il donnait au Haut -Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme une liste de suspects dans les meurtres. UNIIB a également déclaré "qu'un ancien officier supérieur de l'armée a déclaré aux enquêteurs l'existence de listes de personnes à éliminer" et que l'imagerie satellitaire "a suggéré l'existence de fosses communes." Le gouvernement burundais a "nié l'existence de telles listes de décès" et autres résultats de l'UNIIB.

<http://news.trust.org/item/20160920155407-gpfr9/>

Canada. Entre les années 1960 et 1980, les gouvernements canadiens ont pris des enfants des familles des peuples autochtones et les ont placés dans des foyers d'accueil ou les ont mis en adoption, pratique qui a été appelée «le Scoop des Sixties». *CBC News* a signalé que les survivants de la Scoop sont maintenant à la recherche de leurs dossiers de naissance et on leur dit souvent qu'ils ne peuvent pas être retrouvés. On dit à certains que leurs actes de naissance ont été détruits dans un incendie; à d'autres que les dossiers n'ont jamais été créés. Un survivant de Scoop a déclaré: «Il y a tellement d'autochtones adoptés ici qui n'ont aucune idée de leurs droits... qui sont liés à la terre, au statut et aux traités ».

<http://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/sixties-scoop-survivors-money-1.3782587>

Chili. La Commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture (appelée la Commission Valech parce qu'elle était dirigée par Mgr Sergio Valech) avait publié son rapport en 2004, et le gouvernement avait ordonné la fermeture des archives de la Commission pendant 50 ans. Le 31 août, la Chambre des députés du Chili a rejeté un projet de loi qui aurait permis l'accès aux dossiers de la Commission pour les enquêtes judiciaires. <http://radio.uchile.cl/2016/08/31/califican-de-vergonzoso-rechazo-de-la-camara-a-levantar-secreto-de-informe-valech/>

Suite à ce rejet, une coalition de groupes de défense des droits de l'homme a créé une pétition demandant la formulation d'une politique archivistique «établissant des mécanismes permettant l'accès aux archives liées aux violations des droits de l'homme et protégeant, le cas échéant, des informations sensibles affectant les victimes, selon des critères publics et transparents ». Pour des informations sur la pétition, voir <https://docs.google.com/document/d/13YUbnKhXmmZI2slffc7ui10oAYTKdpTVBn61unT3ja4/edit?usp=sharing>. Pour signer la pétition, declaracionvalech@gmail.com. Merci au membre du HRWG Valentina Rojas pour l'information.

Egypte. *Human Rights Watch* "a interrogé 20 parents de prisonniers détenus à la prison Scorpion, deux avocats et un ancien prisonnier et a examiné des dossiers médicaux et des photos de prisonniers malades et décédés", ce qui a amené HRW à conclure que les autorités infligent des traitements cruels et inhumains "qui incluent probablement la torture dans certains cas et violent les normes internationales

de base pour le traitement des prisonniers". <https://www.hrw.org/report/2016/09/27/we-are-tombs/abuses-egypts-scorpion-prison>

Ethiopie. En 2012, le système éthiopien d'information sur les sols a lancé un effort national pour créer une «carte numérique complète cartographiant la fertilité des sols», a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. Le projet «combine l'imagerie satellitaire avec les données de l'information au sol et historique, pour analyser les sols et les précipitations dans différentes régions et recommander des engrais et des cultures appropriés.» Une «meilleure compréhension des sols peut aider à éliminer la faim dans les endroits touchés par les extrêmes climatiques», a déclaré le chef de projet. La préservation des données numériques sera une des principales responsabilités des archives gouvernementales.
<http://news.trust.org/item/20160929100250-s28pr/>

Gabon. Après que le président Ali Bongo a été réélu à un deuxième mandat le 27 août, l'opposition a rejeté les résultats et les combats ont éclaté. Le gouvernement a déclaré que 7 manifestants ont été tués, l'opposition a déclaré 50 à 100 morts et les forces de sécurité ont arrêté 1'100 personnes, a rapporté *CrisisGroup.org*. *Reuters* a signalé qu'à la demande du gouvernement, le procureur de la Cour pénale internationale a déclaré qu'elle allait ouvrir un examen préliminaire de la situation. Les bulletins de vote pourraient constituer des renseignements de base importants.
https://www.crisisgroup.org/crisiswatch?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=f773b271fc-CrisisWatch+1+October+2016&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-f773b271fc-359425329 ; <http://uk.reuters.com/article/uk-warcimes-gabon-idUKKCN11Z24X>

Guinée. Le Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l'homme a signalé que deux organisations non gouvernementales guinéennes réclamaient la suspension de la réinstallation involontaire d'environ 377 ménages dans la zone contrôlée par la société minière AngloGold Ashanti. Les ONG disent que les villageois «ont été intimidés par la signature de formulaires de consentement; beaucoup disent qu'ils n'ont pas compris le contenu des accords qu'ils ont signé ». La compagnie a répondu "qu'un effort considérable a été fait pour expliquer le processus durant le processus d'inventaire des biens et aussi lorsque les contrats de réinstallation ont été présentés aux personnes touchées.
<https://business-humanrights.org/en/guinea-ngos-say-hundreds-of-households-to-be-displaced-by-anglogold-ashanti-were-intimidated-threatened-company-responds>

Honduras. La violence associée au projet hydroélectrique d'Agua Zarca, incluant l'assassinat de Berta Caceres, qui a été l'une des principales opposantes au processus, a conduit la Banque de développement des entreprises néerlandaises (FMO), un des bailleurs de fonds du projet, à suspendre le déboursement des fonds. La FMO a ensuite envoyé une mission d'évaluation internationale du projet "pour évaluer les impacts sociaux, environnementaux et des droits de l'homme sur les communautés locales". La mission a mené des entrevues et tenu des réunions communautaires et a passé en revue « les documents de base du projet (juridique et technique), les évaluations sociales et environnementales antérieures des consultants travaillant pour les prêteurs, les documents fournis par le gouvernement, les documents fournis par COPINH [organisation non gouvernementale] et l'information se trouvant dans le domaine public ». Elle a conclu que « la décision de la FMO de se retirer du projet a créé des effets négatifs potentiels si aucun autre financement n'est trouvé et que le projet est abandonné » et a recommandé que la FMO « s'engage à s'expliquer sur sa décision avec les communautés et les consulter pour voir comment certains des projets locaux attendus peuvent être honorés.
<https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/Aqua%20Zarca%20Report%20EN%20%282%29.PDF>

Inde. "Trois jeunes filles de l'est de l'Inde sont traitées à l'hôpital après qu'on a jeté de l'acide sur elles, a déclaré la police, juste quelques jours après qu'un tribunal ait prononcé un verdict décisif à l'encontre d'un homme reconnu coupable de meurtre d'une infirmière par attaque à l'acide", a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. Dans un rappel de la nécessité de traiter les statistiques policières avec prudence: "Selon le ministère de l'Intérieur de l'Inde, il y eu 222 cas [d'attaques acides] rapportés en 2015 contre 309 l'année précédente. Les activistes disent que le nombre est sous-rapporté, car beaucoup

ne rapportent pas les cas de crainte que les auteurs ne cherchent à se venger.

<http://news.trust.org/item/20160912164149-qhx5w/>

Le Centre international pour le développement intégré des montagnes "a contribué à la création d'une cartographie innovante des inondations pour 33 districts dans l'Etat du Bihar et un système d'information en ligne sur les inondations", a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. À l'aide d'images satellites qui pénètrent la couverture nuageuse, les informations peuvent générer une «carte d'inondation» dans les cinq à six heures suivant la réception des données brutes. «Les cartes satellites peuvent aussi aider à la prévention, car elles servent de modèle pour les années à venir, enregistrant les données sur les précipitations et les données du service de l'eau, entre autres facteurs», ce qui souligne la nécessité d'une bonne conservation archivistique des données cartographiques.

<http://news.trust.org/item/20160929104553-i2naf/>

Kenya. Le projet de loi sur l'accès à l'information de 2015 a été promulgué.

<http://www.sabc.co.za/news/a/b2e425004e1c7db38b80afac4dc09bae/No-more-secrets-as-Kenyatta-signs-Access-to-Information-Bill-20160904>

Macédoine. "Un procureur spécial de Macédoine a annoncé la première série d'actes d'accusation découlant d'une enquête sur un énorme corpus d'écoutes téléphoniques sorti l'année dernière accusant des mauvais fonctionnaires, dont l'ancien Premier ministre Nikola Gruevski, a rapporté le Projet de déclaration du crime organisé et de la corruption, une organisation non gouvernementale. Le procureur a également publié un acte d'accusation «contre 7 membres de la police secrète qui, selon eux, ont illégalement détruit la documentation relative aux écoutes téléphoniques présumées de Gruevski» voir Nouvelles HRWG 2016-04. <https://www.occrp.org/en/daily/5650-macedonia-prosecutors-release-indictments-from-mass-wiretaps>

Mexique. Le Bureau de Washington sur l'Amérique latine (WOLA) a publié un autre rapport sur les abus auxquels sont confrontés les migrants qui essaient de traverser le Mexique. Selon les données de la Commission pour l'assistance aux réfugiés (COMAR), les autorités mexicaines ont «détenu 425'058 migrants entre 2014 et juillet 2016», mais COMAR «n'a résolu que 6 933 demandes d'asile» et accordé l'asile dans seulement 2'982 cas. Elle a conclu: «Le Mexique a donné la priorité de l'application des lois sur les migrations aux flux migratoires, plutôt qu'au dépistage approprié des cas admissibles à la protection». Elle a également noté «une tendance persistante d'abus par les forces policières». Dans l'état du nord du Mexique de Coahuila, WOLA a comparé « le nombre de crimes documentés par le refuge pour migrants de Saltillo et les cas que les autorités de Coahuila enquêtent effectivement "et a conclu "qu'il est clair qu'un nombre important de crimes contre les migrants à Coahuila ne sont jamais enquêtés ou punis".

<https://www.wola.org/analysis/a-trail-of-impunity/>

Moldavie. RISE Moldova, une organisation non gouvernementale, a examiné les listes électorales publiées en Moldavie et a constaté que si "environ 2,8 millions de Moldaves sont inscrits sur le rôle électoral pour l'élection présidentielle du 30 octobre", un contrôle de "plus de 300 tombes a trouvé que près de 100 noms contenait des gens sur la liste approuvée des électeurs", a rapporté le Projet de rapport du crime organisé. Le gouvernement a ensuite publié une liste à jour des électeurs. Un responsable électoral a déclaré qu'un problème lié aux listes électorales précises est que les proches du défunt doivent «légaliser» le certificat de décès au registre national de la population afin de retirer le nom du rôle électoral.

<https://www.occrp.org/en/blog/5644-dead-souls-moldova-s-undead-voters>

Myanmar. Myanmar, un site indépendant soutenu par la *Fondation Thomson Reuters*, a enquêté sur les conditions dans les camps de travail pénitentiaires au Myanmar et a constaté "des conditions de travail terribles et une corruption rampante parmi les gardes". En plus d'interroger des dizaines d'anciens condamnés et d'anciens prisons "Myanmar Now" a obtenu des centaines de documents internes du

Département des Affaires correctionnelles qui datent de plusieurs décennies et mettent en lumière les politiques de la junte pour la gestion des camps de travail dans les prisons.” <http://us3.campaign-archive2.com/?u=bdd1a6a40ffad39c8719632f&id=50147d8425&e=f1f6556540>

Agence France Presse a déclaré que le Parlement du Myanmar a voté pour supprimer l'exigence "qui forçait les gens à signaler les invités de nuit et a été utilisé par les autorités pour entrer dans les maisons tard dans la nuit, souvent ciblant les activistes". La nouvelle loi "exige que les personnes séjournant dans un village ou un quartier s'inscrivent auprès des autorités après un mois". La réévaluation de ces archives de police serait nécessaire. <http://frontiermyanmar.net/en/news/myanmar-scraps-loathed-midnight-inspection-law>

Pérou. Le Conseil des affaires hémisphériques, organisation non gouvernementale, a salué la condamnation de dix anciens membres des Forces armées péruviennes pour le massacre de 69 hommes, femmes et enfants à Accomarca en 1985. Le procès a duré 6 ans et a inclus plus de 250 séances de cour. Le dossier du procès est certainement énorme et nécessitera une conservation archivistique minutieuse. <http://www.coha.org/justice-for-accomarca/>

Philippines. Depuis que Rodrigo Duterte a pris ses fonctions en tant que président des Philippines le 30 juin, sa campagne contre la drogue et la criminalité a entraîné plus de 3'000 morts, environ la moitié tués par la police et des centaines de *viligantes*, a déclaré la police à *New York Times*. Lorsqu'il était maire de la ville de Davao, M. Duterte «a présidé plus d'un millier de meurtres de suspects et d'opposants politiques durant plus de deux décennies». Lors d'une audition devant le Comité sénatorial des droits de l'homme, un "tueur à gage connu" (qui a impliqué Duterte en tant que maire pour ordonner des exécutions extrajudiciaires) a déclaré "qu'il était un employé fantôme de la ville de Davao qui était payé pour ses activités d'escadron de la mort mais n'est pas apparu dans les dossiers du personnel de la ville". http://www.nytimes.com/2016/09/23/world/asia/philippines-duterte-edgar-matobato-hitman.html?_r=0

Soudan. "En utilisant l'imagerie satellite, plus de 200 entrevues en profondeur avec des survivants et l'analyse experte de dizaines d'images épouvantables", Amnesty International (AI) a conclu qu'«au moins 30 attaques chimiques probables ont eu lieu dans la région de Jebel Marra au Darfour depuis janvier 2016». "Selon AI, entre 200 et 250 personnes, dont de nombreux enfants, sont morts des armes chimiques. En utilisant également des images satellitaires, AI a confirmé que 171 villages ont été détruits ou endommagés au cours des huit derniers mois". Les preuves documentant toutes ces attaques ont été organisées et présentées via une plateforme numérique interactive conçue par SITU Research en collaboration avec Amnesty International". <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/09/sudan-credible-evidence-chemical-weapons-darfur-revealed/>

Tanzanie. "Le gouvernement tanzanien est prêt à déployer des drones pour accélérer la cartographie des terres dans les zones rurales dans le but de mettre fin aux affrontements fréquents et parfois mortels entre les agriculteurs et les éleveurs de bétail sur la terre et les ressources en eau rares", a déclaré la *Thomson Reuters Foundation*. "Aidés par des drones, l'émission de plus de 300'000 titres de propriété sont attendus" dans la région de l'est de Morogoro. Ce programme massif de titrage des terres exigera un bon soutien archivistique. <http://news.trust.org/item/20160908152442-1r826/>

Royaume-Uni. Le gouvernement a annoncé qu'il avait abandonné son plan de privatisation du cadastre alors que plus de 300'000 personnes avaient signé une pétition contre la proposition. Pour plus de renseignements, voir les Nouvelles HRWG 2016-04. <http://www.dailystar.com.lb/News/World/2016/Sep-08/371169-uk-abandons-plans-to-privatize-land-registry-government-source.ashx>

Le Ministère public a indiqué que les poursuites pour «violence domestique, viol et délits sexuels contre des femmes en Angleterre et au Pays de Galles ont atteint un sommet record en 2015/2016», avec 117'000 cas jugés, soit une augmentation de 11% par rapport à l'année précédente. Et comme la

«vengeance porno» (la divulgation d'images sexuelles privées sans consentement) a été déclarée infraction pénale en avril 2015, 206 poursuites en justice pour ce crime ont été engagées.

<http://us3.campaign-archive2.com/?u=bdd1a6a40ffad39c8719632f&id=50147d8425&e=f1f6556540>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Dix ouvriers protestants ont été tués le 5 janvier 1976 quand leur minibus a été pris en embuscade dans le sud d'Armagh, événement connu sous le nom de «massacre de Kingsmill». Personne n'a jamais été condamné, mais l'affaire a été rouverte en 2013. «Lors d'une audition au tribunal de Belfast Coroner's Court, environ 1'100 pages de matériel classé se rapportent à l'affaire controversée ont été révélées », a rapporté le *Belfast Telegraph*. Les familles des personnes tuées ont fait appel pour que ces archives soient communiquées à la cour, alors que le gouvernement a fait "des demandes formelles pour que certains documents de la police et de l'armée soient occultés".

<http://www.belfasttelegraph.co.uk/news/northern-ireland/call-for-top-secret-material-to-be-released-to-kingsmill-massacre-inquest-35041894.html>

États-Unis. Des documents internes de l'industrie sucrière «récemment découverts par un chercheur de l'Université de Californie à San Francisco et publiés dans *JAMA Internal Medicine* suggèrent que cinq décennies de recherche sur le rôle de la nutrition et les maladies cardiaques, y compris de nombreuses recommandations diététiques d'aujourd'hui, ont été largement façonnées par l'industrie du sucre », a rapporté le *New York Times*. Un professeur de santé publique a déclaré dans un éditorial que les documents fournissent des «preuves irréfutables» que l'industrie du sucre avait initié la recherche «expressément pour exonérer le sucre comme facteur de risque majeur de maladie coronariennes».

<http://www.nytimes.com/2016/09/13/well/eat/how-the-sugar-industry-shifted-blame-to-fat.html>

Le Federal Bureau of Investigation a publié son rapport annuel sur les données fédérales sur la criminalité. Il a constaté une «augmentation de 3,9 pour cent dans le nombre estimé de crimes violents et une baisse de 2,6 pour cent dans le nombre estimé de crimes contre les biens l'année dernière par rapport aux données de 2014 ». <https://www.fbi.gov/news/stories/latest-crime-statistics-released>

Un juge fédéral du district de Columbia a publié une liste de «toutes les demandes scellées faites à Washington en 2012 pour l'activité téléphonique et Internet des Américains», a rapporté le *Washington Post*. « Les experts juridiques disent même que la cette publication sélective semble marquer la première fois qu'un tribunal de district des États-Unis a fait une divulgation systématique en ligne de combien de fois l'application de la loi demande des ordonnances judiciaires en vertu d'une loi de 1986 pour obtenir des documents électroniques d'individus de la part des fournisseurs de services de communication ». <http://www.matthewaid.com/post/150737451506/judge-releases-list-of-all-sealed-federal-requests>

"Une enquête menée au sein de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis a révélé que des documents provenant de dossiers ouverts et fermés avaient été jetés dans une poubelle, selon un rapport établi par les employés publics pour la responsabilité environnementale", a fait savoir le *Federal Times*. «L'absence d'une bonne gestion des preuves pourrait nuire à la poursuite des mesures d'application en suspens concernant la qualité de l'air et des sanctions contre les contrevenants au programme de l'agence pour assurer des réparations et rénovations résidentielles sans plomb et sans danger. » <http://www.federaltimes.com/articles/epa-oig-finds-improperly-managed-records-at-regional-office>

États-Unis / Maryland. Maryland Legal Aid, une organisation non gouvernementale, a publié son examen des pratiques de la Cour des loyers dans tout l'Etat. Dans le cadre de l'échantillonnage des causes de litiges dans toutes les juridictions du Maryland, le projet a révélé que l'un des deux problèmes les plus fréquents était «des dossiers peu clairs, insuffisants ou incomplets»: dans 12,9% des 614'735 cas, il y avait un « manque d'information adéquate » dans le dossier; dans 7,8%, il était impossible d'identifier avec certitude le type de jugement de l'affaire; et dans un district judiciaire «il n'y avait pas d'enregistrements sonores associés à la majorité des auditions concernant l'échec de paiement de loyer». Le projet recommandait que «la gestion des dossiers de la Cour des loyers doit faire en sorte de

préserver les dossiers complets» et « la Cour des loyers doit avoir une base de données complète, facile à naviguer et accessible ». http://www.mdmlab.org/wp-content/uploads/MDLegalAid_RentCourtStudy_Release-Date-9-8-16.pdf

Annonces, publications.

Le Programme des Archives en danger de la British Library accepte maintenant les demandes pour la prochaine série de subventions. La date limite de réception des demandes préliminaires est le 4 novembre 2016. Voir <https://endangeredarchives.wufoo.com/forms/z1nxqhoy0ksrf2j/> pour une application téléchargeable et un formulaire de demande en ligne.

Le Centre international pour la justice transitionnelle organise un atelier sur «le dialogue historique et la prévention des atrocités de masse» le 22 octobre à New York. «Les souvenirs de la victimisation et des conflits sont une cause principale de représailles et de vengeance. Cette conférence explorera comment l'histoire peut également s'engager dans les processus de résolution des conflits et le travail de la prévention des atrocités de masse. Les participants étudieront des sujets tels que manuels, musées, commissions historiques, archives, mémoire collective et histoire performative». Aucune inscription n'est requise.

https://www.ictj.org/event/international-workshop-historical-dialogue-and-mass-atrocity-prevention?utm_source=International+Center+for+Transitional+Justice+Newsletter&utm_campaign=c9ed6cdb17-ICTJ+In+Focus+Issue+61+October&utm_medium=email&utm_term=0_2d90950d4d-c9ed6cdb17-237813513

Le Conseil suisse de la Paix a publié un article sur la gestion du passé dans les archives et les réseaux: *Sichere Häfen für gefährdete Archive: Basis für Vengangenheitsbewältigung* "(Un refuge pour les archives à Risque: Bases pour le traitement du passé).

<http://www.friedensrat.ch/friedensrat/wp-content/uploads/2012/11/Friedenszeitung-18-16.Archive.pdf>

Un article sur *opendemocracy.net* a mis en garde, "les données sur les droits de l'homme utilisées de manière erronée peuvent être trompeuses".

<https://www.opendemocracy.net/openglobalrights/meg-satterthwaite/human-rights-data-used-wrong-way-can-be-misleading>

BIRN a publié une Carte du verdict des crimes de guerre, « un outil interactif destiné à donner un aperçu des décisions des tribunaux concernant les crimes commis pendant les guerres en ex-Yougoslavie dans les années 1990. Composé d'un total de 348 jugements recueillis à ce jour par *BIRN*, elle représente une base de données unique de jugements définitifs rendus par les tribunaux nationaux en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro, au Kosovo et en Serbie », et des « verdicts prononcés par le Tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie à La Haye et les affaires dans lesquelles les défendeurs sont morts au cours de leurs procès au TPIY ».

<http://www.balkaninsight.com/en/page/war-crimes-verdict-map>

ANNEXE A

Rapport de la réunion du Groupe de travail sur les droits de l'homme, 6 septembre 2016

1. *Principes de base relatifs au rôle des archivistes et des gestionnaires de documents à l'appui des droits de l'homme.* Le HRWG a noté avec plaisir que la Commission du programme de l'ICA, lors de sa réunion du 5 septembre, a approuvé les Principes de base en tant que document de travail pour diffusion, publicité et discussion. Le HRWG encourage les associations archivistiques nationales et les directions régionales de l'ICA à l'adopter.
2. *Archives d'entreprise, transparence et droits de l'homme.* Après avoir consulté la Section des archives d'entreprise (SBA), le HRWG a écrit un commentaire sur les *Principes directeurs relatifs aux*

entreprises et aux droits de l'homme des Nations Unies pour démontrer que les bonnes pratiques des archives d'entreprise sont essentielles si les entreprises veulent répondre aux normes des *Principes*. Le projet sera partagé avec la SBA et la Section des associations professionnelles, intégrera leurs suggestions et sera envoyé à la direction de l'ICA pour examen et transmission au Forum annuel des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme.

3. À la suggestion du HRWG, Kelebogile Kgabi va rédiger une proposition pour un projet pilote visant à examiner l'état des archives commerciales sélectionnées au Botswana. La proposition sera examinée par le HRWG et le SBA, puis soumise à la Commission du programme pour financement.
4. Modèle d'accord sur la copie d'archives et l'exportation de copies. Le HRWG a élaboré une version longue d'un accord à utiliser lorsque les parties estiment qu'il y aura une relation continue et la version courte sera utilisée pour un accord unique ou simple. Les projets d'accords seront transmis au nouveau groupe d'experts de la CIA sur les questions juridiques pour examen.
5. Archives à risque. Swisspeace organise en octobre une Réunion internationale de travail d'experts: Des refuges pour les archives à risque. Plusieurs membres du HRWG y assisteront, tout comme les représentants de l'UNESCO.
6. Nouvelles HRWG. Eleonora Baddour a préparé un index pour les numéros de 2009 à 2014, qui sera édité et affiché sur le site Web de l'ICA. Le site Web de l'UNESCO ne permet pas l'abonnement à aux *Nouvelles HRWG*. Le HRWG demandera au webmaster de l'ICA s'il sera possible de permettre aux personnes de s'abonner via le site Web de l'ICA.
7. Partage des données pour la confidentialité de la recherche. Lors de la réunion de l'ICA en Islande en 2015, plusieurs collègues ont discuté des questions entourant l'accès aux vastes ensembles de données scientifiques détenus par les universités et les instituts de recherche. Le HRWG travaillera avec la Section des archivistes universitaires pour déterminer si l'ICA devrait élaborer réflexion à ce sujet.
8. Confidentialité des renseignements personnels détenus dans les documents publics. En 2015, la Société des archivistes américains a adopté un «document d'information» sur la confidentialité des renseignements personnels détenus dans les documents publics. Le Groupe de travail a examiné s'il serait utile d'en avoir une version internationale. Les membres de HRWG d'Europe ont noté que l'UE a récemment adopté un règlement qui établit des règles strictes en matière de protection des données personnelles et que les archivistes doivent s'y conformer. Néanmoins, il a été convenu qu'un tel document peut être utile pour d'autres parties du monde et le HRWG élaborera un projet.
9. Formation en archives et droits de l'homme. Antonio Gonzalez Quintana a rendu compte du cours réussi sur les archives et les droits de l'homme qui s'est tenu à Barcelone, en Espagne. Il va discuter avec le président de la Section de la formation sur un modèle de programme possible pour un tel cours.
10. Site Web de l'ICA. Kate Blalack s'est portée volontaire pour être la webmaster de HRWG.
11. Adhésion au HRWG. L'appartenance au groupe de travail est axée sur le travail du groupe: toute personne disposée à contribuer d'une manière ou d'une autre sera accueillie favorablement. Inversement, celui qui ne contribue pas au travail du groupe ne peut être considéré comme un membre.

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org. Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG (Traduction française : Cristina Bianchi)